

## LES MUTATIONS

## Leçons du passé

Quels que soient le rang et la position, l'appel de certains à la mise à mort, maintenant et pour longtemps, du FLN avec ce qu'il recèle de bon et de mauvais ne contentera pas tant ses tenants à l'intérieur, parmi ceux qui voient ce parti comme un obstacle et un barrage au changement et au renouveau, que d'autres milieux outre-mer, qui considéreraient cette mise à mort comme une revanche avec effet rétroactif dont la mise en œuvre n'a pas été possible durant la guerre de libération et même un demi-siècle après.

Le Front de libération nationale apparaît, à la veille du 60<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de libération qui sera célébré l'année prochaine en 2014, comme un géant aux pieds d'argile atteint d'anémie et exténué par des luttes internes, perdu, sans boussole qui puisse le guider vers son salut et le sauver des vagues déferlantes qui menacent de le happer et lui faire perdre son passé et son avenir et le détourner de l'occasion de tirer les leçons des expériences du passé, du congrès de la Soummam à celui de Tripoli et des congrès qui ont suivi.

A travers les crises à répétition qui le secouent, notamment après 1979, le Front renvoie une image expressive de ses difficultés de mutation politique, de l'emprise de sa base sociale et de son élite intellectuelle, de la nature des luttes de positionnement qui se mènent entre parties rivales comme si chacune de celles-ci avait sa propre *qibla*, en usant parfois de slogans se revendiquant du nationalisme du Front mais dont certains des objectifs répondent au souci d'assurer un équilibre entre les Zenata-Senhadja-Banou Hillal et de répartir les profits, décorations et médailles en fonction de la force de poigne. Plus désolant encore, l'entêtement que traduit le diction bien de chez nous, selon lequel «notre âne est meilleur que votre cheval».

Nous ne devons pas être injuste à l'endroit du Front qui compte des femmes et des hommes fidèles et sincères, lorsque l'on sait que celui-ci est l'une des victimes d'une classe politique dont la majorité de sa composante a été très tôt orpheline dans une société en quête de référents consensuels qui puissent admettre autant l'enrichissement que le renouveau et au sein desquels peuvent coexister des courants qui considèrent l'accession au pouvoir comme un moyen et non pas comme une finalité en soi, ou simplement un moyen qui ouvre la voie aux intérêts et privilèges, uniquement à la ligue.

Le terme uniquement prend ici tout son sens, la preuve ayant été établie durant ces trente dernières années que souvent les postes et responsabilités se sont conjugués aux intérêts. Les luttes acharnées passées et présentes autour des résultats issus autant du neuvième congrès que celui qui l'a précédé pour le positionnement au sein du comité central du parti, de son bureau politique et de son secrétariat général, le spectacle comi-tragique qu'il donne à voir, tout cela ne diminue en rien de l'importance de ce parti présentement et à l'avenir, au vu particulièrement du solide capital qu'il a réussi à accumuler, par la défense des idéaux de liberté et des droits légitimes des peuples dans le monde entier.

Le Front reste peut-être l'une des dernières organisations politiques qui ne s'est jamais départie de cette position effective et déclarée. Ceci ne minimise en rien les observations relevées plus haut, y compris le terme «uniquement». Mais il convient d'ajou-

ter à ces difficultés anciennes et récentes l'écart qui se creuse de plus en plus entre trois générations de 1954 à 2012, ce qui du point de vue sociologique correspond davantage à un état de cohabitation plus ou moins pacifique qu'à un état d'interactivité, outre le difficile exercice d'adaptation au multipartisme qui, selon certains, a été volontiers accepté par le Front, mais qui, selon d'autres, lui a été imposé dans l'objectif de permettre à des dizaines de partis de voir le jour, sous des appellations qui ont épuisé plusieurs fois l'alphabet de A à Z. Le Front est resté cependant la formation la plus large sous l'angle structurel, c'est-à-dire au sens appareil que certains considèrent plus proche de la Fonction publique et de sa hiérarchie bureaucratique complexe que du militantisme partisan, c'est-à-dire la propagation convaincue de ses principes et du processus qui est le sien pour assurer son développement et sa mutation démocratique.

Il convient de souligner que nous ne connaissons pas du Front plus que n'en connaissent d'autres, parmi les dirigeants et militants. La réflexion suivante d'Abou Nouas s'applique parfaitement à ma personne : «Dis à celui qui de la science se prétend philosophe, tu as appris une chose et tu en ignores beaucoup.» Le second et plus récent exemple parmi les flots d'analogismes idéologiques, l'étude publiée par un journal sous le titre : *Etat-Marché-Société*, qui fait abstraction du peuple dans cette équation à trois éléments, comme si la société pouvait exister indépendamment de son creuset réel, c'est-à-dire les femmes et les hommes de différentes classes qui la composent.

Cette vision autant que les concepts qui lui servent de fondements ne sont pas seulement une conséquence du sociologisme, c'est aussi un appel à restreindre le rôle et la place de l'Etat et de ses institutions et à libérer la société de l'état d'affrontement et d'adversité entre ce que l'auteur appelle la caserne et la société, depuis l'époque ottomane à ce jour. Ainsi, les Algériens sont restés cinq siècles environ sous la surveillance draconienne du système militaire à travers les époques, et cet affrontement perpétuel entre armée et société suggère que l'agression de 1830 n'est que l'une de ces époques.

#### 8- Projet de société dans le manifeste de la révolution : apologie, apologie et quoi après ?

Les exemples précédemment cités ne sont que quelques échantillons d'approche fondés sur le procédé d'analogisme inspiré des hypothèses et des conclusions auxquelles l'école coloniale française en particulier, a abouti et qui ont servi de base pour nombre de nos anthropologues et sociologues. Aussi, l'une des priorités de l'édification nationale est l'intérêt qui doit être porté à la relation Etat-société, depuis les âges les plus reculés au jour d'aujourd'hui, et au véritable moteur de cette relation qui n'est autre que le peuple, avec ses trois revendications que sont la liberté, la justice dans son sens le plus large et enfin le développement et la prospérité dont la majorité du peuple a été privée pendant longtemps.

Cette relation est restée limitée à des généralités empreintes de romantisme, en dépit d'une batterie de lois inspirées de la Constitution avec ses amendements successifs, et les règlements et résolutions explicatives qui ont préservé l'essence contenue dans le préambule du texte fondamental, en introduisant la dimension amazighe et non

pas la composante amazighe, car dans notre pays il n'existe pas d'ethnies historiquement ou géographiquement distinctes, ni de communautés isolées ou ghettoïsées pour se prémunir de la répartition douteuse en sept races dont les pseudo-scientistes en ont fait la publicité, sous l'œil approbateur de l'administration coloniale. L'islam spirituel pur, l'arabité avec sa riche civilisation, l'amazighité avec son patrimoine culturel authentique, tout ceci fait partie de nous, tout comme nous en faisons partie.

La polémique sur le projet de société se poursuit dans notre pays, certains s'interrogeant de quel projet il s'agit et pour quelle société ? A croire que les règlements et codes que l'Algérie a mis en place entre 1954 et 2012 sont nés du néant ou, qu'il s'agit d'une simple reproduction calquée sur autrui, en dehors de l'expérience historique qui s'étend sur plusieurs siècles avant et pendant la colonisation, et cinquante ans après la nouvelle naissance de l'Etat algérien. L'illusion de vide, de même que le fait que certains estiment nécessaire de commencer à zéro, par la numérotation des républiques sur le modèle appliqué outre-mer, ont conduit des pans de l'élite à diviser notre société en clans en conflit, engagés dans une lutte tragique à une étape de notre histoire contemporaine, lutte qui a coûté à l'Algérie des pertes colossales et l'a privée de nombre de ses élites créatrices et politiques, offrant ainsi à des milieux qui n'attendaient que cela, l'occasion pour rappeler les jugements racistes émis par A. Porot, ancien professeur de psychologie à l'université d'Alger sur la violence héréditaire des indigènes, prétention démentie par le spécialiste en psychiatrie F. Fanon, l'un des militants et hommes de sciences qui ont fait leur la guerre de libération et qui en retour ont été adoptés par celle-ci, celui-là même qui a été l'artisan de la théorie de la violence révolutionnaire pour la liberté et la dignité, face à la terreur et la violence coloniale visant l'asservissement et l'humiliation, la violence révolutionnaire restant une violence légitime et nécessaire.

Les circonstances personnelles actuelles ne permettent pas d'étudier les discours partisans recherchant la société algérienne, comme s'il s'agissait d'une société inconnue dans le monde d'hier et d'aujourd'hui, ni le projet de société visé aux mesures de chaque courant, étant sur ce point à égale distance, même si nous avons grandi au sein d'un même foyer et avons été élevés dans l'esprit de fidélité aux principes de celui-ci qui sont fondés sur l'unité de la patrie, de son territoire et de son peuple, et la libération constante de cette patrie autant de la tutelle culturelle et économique étrangère, de la dépendance idéologique, que des méfaits du tribalisme réactionnaire et du maraboutisme.

Le Manifeste du 1<sup>er</sup> novembre 1954 a fondé le projet de société et de l'Etat algérien moderne, et il est du droit des partis et courants politiques au sein de la société civile qui gravitent autour de celui-ci, de proposer des programmes de mise en œuvre, dans le cadre général, dudit manifeste, programmes tendant à trouver des solutions aux questions actuelles et l'évolution probable dans l'avenir. 58 ans ont passé, trois générations se sont succédé sans que le manifeste ait cessé de prouver qu'il est moderne et d'avenir, qu'il n'admet ni suppression ni ajout, qu'il



Par Dr Mohamed Larbi  
Ould-Khelifa  
Chercheur universitaire

reflète un profond équilibre et une parfaite compréhension de ce qu'était et doit être le peuple algérien, qu'il définit les conditions d'édification de l'Etat de droit autant que les droits du citoyen de nationalité algérienne en

**La Ligue arabe est quant à elle devenue l'opposé de ce que son nom indique ; elle ne réunit plus les Etats, elle appelle l'Alliance atlantique à attaquer un tel Etat membre après l'avoir étouffé puis piégé pour ensuite le détruire ou à geler l'adhésion d'un autre Etat et œuvre en secret ou même publiquement à le pousser vers la guerre civile sous prétexte de défendre les droits du peuple à la liberté et à la démocratie, comme si tous les pays membres de cette Ligue jouissaient totalement de la démocratie et des droits de l'homme et du citoyen.**

Algérie, après la libération qu'elle qu'en soit son origine. Il n'y a en effet pas de préférence dans l'absolu entre Algérien de souche, qualificatif jamais utilisé dans le langage diplomatique officiel, et un étranger qu'elle qu'en soit la nationalité, s'il se soumet aux lois de l'Etat algérien, et aucun des leaders de la révolution n'a exigé que revanche et justice soient appliquées à l'ennemi d'hier. Le Manifeste du 1<sup>er</sup> novembre est une déclaration précoce et volontaire des droits immuables de l'être humain et du citoyen ; il

se positionne clairement et sans l'ombre d'un doute en faveur de la tolérance entre religions révélées et du dialogue entre cultures, il rejette fermement toute distinction en raison de la couleur ou du genre, prône le respect des libertés individuelles et collectives et déclare son innocence face aux tortures infligées aux Algériens durant l'occupation criminelle. Les principes de la révolution algérienne ne sont ni importés ni imposés par une quelconque partie étrangère. Ces principes ont été adoptés par la majorité du peuple algérien qui a fait sienne, en ce mémorable 1<sup>er</sup> novembre 1954, cette révolution salutaire autant que libératrice de la dictature de l'occupant et des violations flagrantes des droits de l'homme dont il s'est porté coupable. La signature aujourd'hui par l'Etat de ces principes dans les forums internationaux, n'intervient ni sous pression ni par complexe.

La polarisation d'outre-mer comme les antagonismes des élites après la libération et les luttes qui ont eu lieu au sein et autour du pouvoir n'ont pas permis de faire aboutir le projet de société originel et authentique, tel que défini dans le Manifeste de la révolution, d'en faire connaître la teneur hors frontières par la recherche et la confrontation, et d'en prendre soin par la créativité dans le domaine des arts et des lettres, à l'image des trois révolutions française, américaine et bolchevique dont l'objet et les objectifs ont été depuis plus de deux siècles au centre de nombreuses études et œuvres de création artistique et littéraire, prenant ainsi le statut de références universelles en dépit de ce que celles-ci ont subi de contre-coups à l'intérieur, et des pratiques contredisant totalement leurs déclarations de principe.